

AGENDA

JEUDI 21 JANVIER À 20H15 : CINÉ-RENCONTRE
Le dernier continent (documentaire sur la ZAD de NDDL)
au cinéma Les 400 Coups à Angers
Organisé par ATTAC et Cinéma Parlant

VENDREDI 22 JANVIER 20H30
réunion du groupe local de l'agglomération d'Angers
à La Mercerie (53 rue St-Jacques, Angers)

VENDREDI 29 JANVIER À 20H30
réunion de la coordination départementale à La Mercerie

VENDREDI 26 FÉVRIER À 20H30
réunion de la coordination départementale à La Mercerie

VENDREDI 25 MARS À 20H30
réunion de la coordination départementale à La Mercerie

SAMEDI 16 AVRIL DE 10H À 20H
Fête de l'Écologie, quai Gambetta à Chalonnes-sur-Loire
(stand associatifs, débats, concerts...)

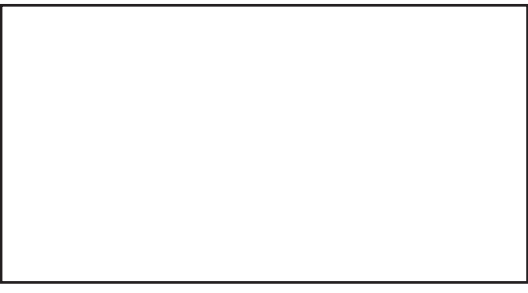
Groupes locaux
Pour agir, pour réfléchir, pour refaire le monde, que vous
soyez adhérent ou non, contactez le groupe local le plus
proche de chez vous.

- Groupe Angers Agglomération
Groupe Haut-Anjou Segréen
Groupe Anjou Nord-Est
Groupe Saumur
Groupe Loire, Layon, Aubance

LE JOURNAL D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS Maine-et-Loire
siège social : 53, rue Saint-Jacques 49100 Angers
tél. : 02 41 86 70 68
courriel : eelv49@gmail.com
site Internet : http://maine-et-loire.eelv.fr
imprimerie spéciale au mocal d'Europe Écologie Les Verts 49
directeur de publication : Vincent Dulong
comité de rédaction : Romain Laveau, Estelle Lemoine-Maulny, Nathalie Bénard
dépot légal à parution ISSN 1241-42556 CPPAP 0317P11307
prix au numéro : 1,5€, abonnement : 5€ par an
Tous les lecteurs peuvent proposer un article au comité de rédaction
en l'envoyant à eelv49@gmail.com



Dispensé de timbrage nom du site de dépôt



pour soutenir le journal Europe Écologie Les Verts du Maine-et-Loire, ABONNEZ-VOUS !
Nom et prénom.....
Adresse.....
Courriel / téléphone.....
[] je m'abonne au journal Europe Écologie Les Verts de Maine-et-Loire (5€ / 1 an por 4 numéros)
[] je souhaite des renseignements sur Europe Écologie Les Verts
[] je souhaite adhérer à Europe Écologie Les Verts
bulletin à recopier ou à envoyer à Europe Écologie Les Verts Maine-et-Loire, 53 rue Saint-Jacques 49100 Angers



TRIMESTRIEL - 1,5€
DÉCEMBRE 2015 / JANVIER FÉVRIER 2016 - N°61

Où es-tu Cincinnatus* ?

Ce n'est qu'un début mais c'est historique. Rien que le fait que 196 pays soient capables de se mettre d'accord pour affronter ensemble le réchauffement climatique est un signal fort et rassurant pour la population mondiale. Fort car ce n'est que par une action coordonnée à l'échelle de pays souverains que des politiques de long terme et significatives peuvent porter leurs fruits. Rassurant car il justifie les combats menés par les écologistes politiques où qu'ils soient sur la planète. Nous avons raison d'alerter l'opinion. Nous avons raison de travailler à la mise en œuvre de solutions à chaque fois que nous créons des majorités d'idées. Nous avons raison d'occuper le terrain politique. Nous avons raison d'aller en permanence au contact des acteurs de terrain, de toutes celles et ceux qui mettent déjà ces pratiques en actes. Dans un monde hyper-anxiogène, notamment pour la jeunesse, l'accord de Paris pour le climat est forcément insuffisant mais c'est un pas décisif qui vient nous dire que rien n'est perdu et que nous devons nous battre. Plus que jamais l'écologie politique est le vecteur de ce futur viable et solidaire. Un vecteur complémentaire de toutes les actions associatives, individuelles ou émanant des ONG qui mettent en œuvre les solutions de demain. Paradoxalement, ce grand message fédérateur et universel délivré depuis Paris vient au moment où le vote nationaliste et anti-système incarné par le Front National explose en France. Près de sept millions d'électeurs de ce pays sont prêts à porter au pouvoir une politique autoritaire, un ordre moral droitier, une sortie de l'Europe et à légitimer ce qui pourrait très bien tourner à une forme d'épuration communautariste tant les musulmans servent de bouc-émissaire de plus en plus évident. Nos classes dirigeantes, notre bourgeoisie intellectuelle, doivent intégrer la colère exprimée en masse par les classes moyennes et populaires.

Celle des hommes et des femmes qui ont peu de réseaux d'influence, ou dont le rapport avec l'école a pu être difficile et pour lesquels l'ascenseur social s'apparente à de la foutaise. Celle enfin liée à l'idée de magouille généralisée allant de Cahuzac à Sarkozy, des paradis fiscaux au voisin abusant du chômage. Pourquoi faudrait-il respecter ce système ? Les causes sociales, écologiques et économiques de la crise nous demanderont le temps pour insuffler une nouvelle direction que nous appelons de nos vœux. Nous en avons la boussole et l'accord de Paris vient conforter ce cap. Pour ce qui est de la France, l'urgence est de s'attaquer rapidement à la refondation de notre pacte démocratique. Nous devons absolument recréer les conditions de la confiance et du respect entre les différentes composantes de notre société. Il nous faut changer les règles du jeu avant qu'il ne soit cassé. Cela devient une nécessité urgente avant que ne se produise l'irréversible. Je suis de plus en plus convaincu qu'il nous faut trouver un Cincinnatus moderne remportant la prochaine présidentielle et restant au pouvoir juste le temps de refonder un nouveau pacte républicain pour apaiser notre société et enfin se tourner vers l'avenir.

ROMAIN LAVEAU
Secrétaire départemental EELV

SOMMAIRE

Carnets de campagne dans le Maine-et-Loire 2
Haut-Anjou Segréen Urgence ! planète en ébullition 2
Élections régionales Le Tour de la Région 3
Spéciale COP 21 4
Élection régionales en Maine-et-Loire 5
État d'urgence 6
Droit de vote des étrangers 6
Monsanto 7
Viande rouge, risques de cancer 7
Agenda 8

* Figure politique romaine qui a accepté de quitter temporairement son domaine pour rétablir l'ordre à Rome en 460 avant Jésus-Christ.

FRANCE

ÉTAT D'URGENCE : ne pas confondre engagement citoyen et risque de terrorisme

Risque d'amende pour manifestation, perquisitions musclées chez des maraîchers bio, militants écologistes assignés à résidence : les écologistes s'inquiètent de la multiplication des mesures attentatoires à nos libertés fondamentales et qui visent particulièrement le mouvement associatif et les écologistes à l'approche de la Conférence internationale sur le climat (COP21).



Les écologistes demandent à Bernard Cazeneuve de faire preuve d'autorité vis à vis des préfets afin qu'ils concentrent les moyens policiers sur la lutte contre le terrorisme et évitent tout amalgame et stigmatisation à l'encontre des acteurs des mouvements sociaux. Les écologistes et députés écologistes vont saisir Jean-Jacques Urvoas, président de la Commission des lois, pour lui faire part de leurs craintes et lui demander de faire preuve de la plus grande vigilance et fermeté, dans le cadre du contrôle parlementaire de l'état d'urgence, vis à vis du respect des libertés et de l'État de droit. Si la tenue de la conférence climat pose des questions particulières de sécurité, les écologistes rappellent que la mobilisation citoyenne est indispensable à la réussite de la Conférence.

DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS : c'est la politique du renoncement qui nourrit la montée du populisme et de la xénophobie



Les écologistes s'indignent de l'enterrement en première classe d'une mesure phare, celle du droit de vote des étrangers, acté par le discours martial du Premier ministre lors d'une conférence à Sciences Po. Pour Europe Écologie Les Verts, c'est justement le non-respect des engagements pour lesquels les responsables politiques ont été élus qui participent au discrédit de la parole publique et à la montée des populismes. Plus que la faiblesse et la crispation face à une xénophobie croissante dans notre pays, les écologistes appellent au courage de porter le combat pour l'égalité et la justice, favorable au vivre-ensemble et à la participation de toutes et tous à la vie publique, comme l'est le droit de vote pour les étrangers. Ce n'est pas en désertant sur le terrain de la peur que la gauche et la République ont pu offrir le droit de vote à tous ses citoyens, puis quelques siècles plus tard aux femmes. François Hollande doit corriger au plus vite les propos de son Premier ministre et entamer le respect de sa promesse présidentielle, quel'en soient les barrages institutionnels. « L'âme de la France, c'est l'égalité » disait François Hollande en 2012 : il est temps d'acter l'égalité des droits pour les étrangers extra-communautaires qui résident et paient des impôts en France.

RÉGION

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Le Tour de la Région

Après le discours de lancement de la campagne en septembre, c'est en Vendée que Sophie Bringuy, Lucie Etonno et Tony Demeurant ont commencé la campagne régionale. En rencontrant les acteurs de l'économie écologique, ils ont pu encourager, soutenir toutes les initiatives vers les solutions durables.

Le 19 octobre commençait la Quinzaine de l'écologie. Les candidats se sont partagés entre les visites d'industries comme Electra, fabricant de voitures électriques sans permis facilitant le déplacement des handicapés et celles d'exploitations agricoles comme des GAEC ayant choisies la production bio, diversifiée (élevage, lait, maraîchage) ou les vergers, la production de blé, mis à disposition d'une boulangerie toute proche. Ils ont choisi de mettre à l'honneur des solutions écologiques viables installant dès le début le leitmotiv de la campagne : l'écologie des solutions. Ils ont soutenu les associations et les collectifs qui défendent des projets locaux comme le commerce multi-service de Boissière-sur-Erve en Maine-et-Loire ou le nettoyage des sites miniers. Sophie Bringuy a fait découvrir d'autres solutions portées par Hémosphère, constructeur d'habitations réversibles permettant à la terre de retrouver, si besoin, son utilisation agricole ou la recyclerie de Clisson embauchant six employés et deux en réinsertion comme exemple d'économie circulaire. Il est impossible de citer tous les villages ou les exploitations visitées. Dans la Sarthe : la Mandorle produisant du lait d'amende, des aliments bio pour bébé. La microbrasserie de La Flèche soutenue par un financement participatif (Les Cigales), puis Néomouv pour les vélos électriques montrent le dynamisme de l'économie écologique dans la région. À chaque fois, Sophie Bringuy et les candidats locaux ont rencontré des « citoyens qui ont une incroyable capacité à agir avec autonomie, solidarité et dynamisme ». Le temps fort en Loire-Atlantique a été la journée du 5 novembre à Notre-Dame-des-Landes avec une brochette étonnante de représentants écologistes ! Le coup d'arrêt donné par les attentats du 13 novembre a traumatisé tout le monde, pouvons-nous dire que nous sommes remis ? Bien sûr que non. Peut-être y chercher une raison de plus de se battre. Cette campagne a été émaillée de tables rondes sur l'alimentation saine et accessible, sur l'éducation et la formation professionnelle avec Philippe Meirioux qui rappelle que « la plus grande énergie renouvelable c'est l'humain, celle sur laquelle nous devons miser. » Lors des grands débats télévisés des 26 novembre et 3 décembre, Sophie Bringuy nous a montré sa capacité à nous représenter. Par l'écoute de ses adversaires, son sens de la répartition, elle s'est appliquée à recenser les débats sur les points essentiels du programme des Verts inhérent à la région. Sa présence sur les plateaux de télévision et dans les meetings du Mans, d'Angers et de Saint-Herblain a donné à cette campagne une énergie positive.



MAINE-ET-LOIRE

CARNET DE CAMPAGNE DANS LE MAINE-ET-LOIRE
L'économie sociale et solidaire au cœur du département

Programme riche pour la Quinzaine en Maine-et-Loire

Visite d'un commerce multi-services à La Boissière-sur-Èvre, avec son maire Christophe Dougé, (bâtiment communal en gestion privée, accueillant bar, épicerie; dépôt de pain, journaux, point poste, gaz, restaurant de groupe, chambre d'hôtes). Puis direction Saint-Florent-le-Vieil, sur le thème «Qu'est-ce qu'une petite cité de caractère ?» Sur la Loire, les candidat-es ont échangé avec Mathieu, pêcheur professionnel, autour des équilibres écologiques et de « Vent d'Soulair ».

Suite de la Quinzaine à Boudré, Seiches-sur-le-Loir, avec le collectif «Sauvons Boudré» qui se bat pour préserver la forêt.

Les candidat-es ont assuré qu'ils porteront «une proposition forte pour ce site majeur». Christelle Cardet, Sophie Bringuay et les candidat-es se sont ensuite intéressés à la formation en rencontrant l'ASPFA (Association saumuroise de préformation pour adultes). La structure a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des adultes. Implantée depuis plus de trente ans dans le Saumurois, l'ASPFA est l'une des premières organisations en France à se préoccuper de la problématique de l'illettrisme et de la maîtrise des savoirs de base en général.

À Mozé, avec l'entreprise Hamosphère, les candidat-es ont découvert l'architecture du futur : une structure qui propose et construit des bâtiments réversibles, des constructions évolutives, coopératives. L'écologie des solutions, c'est aussi en Maine-et-Loire !



GROUPE LOCAL DU HAUT-ANJOU SEGRÉEN

Urgence ! planète en ébullition



Nous entendons déjà les railleries de ceux qui pourtant ne nous proposent rien à ce jour. Autre projet à étudier, la liaison Laval - Segré - Candé - Ancenis pour rejoindre Nantes. Ces dispositifs étant complétés par la mise en place d'un service de mini-bus reliant chaque commune du territoire à ces grands axes. Gouverner c'est avant tout prévoir et anticiper.

Dans le cadre de la COP 21, nous souhaitons de nouveau interpeller les décideurs, les élus, sur l'urgence de la mise en place d'un véritable service de transports en commun pour nos territoires ruraux. Nous savons toutes et tous que l'ère de la «voiture individuelle» touche à sa fin. Le 20e siècle a vu le démantèlement de nombreuses voies ferrées qui parcouraient les territoires, le 21e siècle sera sans doute celui du démantèlement des voies routières (2 fois 2 voies, autoroutes) devenues surdimensionnées. L'urgence est bien d'imaginer, de concevoir, dès maintenant, nos modes de déplacement pour demain. Nous demandons une étude de faisabilité pour la mise en place d'un TER entre Angers et Rennes via Segré. Ceci en utilisant 2 voies sur les 4 de la 2 fois 2 voies actuelle afin que l'emprise sur les terres agricoles (qu'il est urgent de protéger) soit nulle.

EUROPE/MONDE

MONSANTO peut dormir tranquille, la protection de la santé et de l'environnement attendra

L'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) dans la littérature scientifique et qui n'ont pas été validés. Cet avis de l'EFSA va totalement à l'encontre de la substance active du Roundup de Monsanto, l'herbicide le plus vendu au monde. Ce perturbateur endocrinien a été classé «cancérogène probable» par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2015 mais l'EFSA maintient que la substance est largement sans danger.

En Californie, le Roundup est même étiqueté comme produit cancérigène dans les commerces. Michèle Rivasi, Vice-Présidente du groupe Verts/ALE et membre de la Commission environnement et santé publique au Parlement européen réagit : «On assiste à une tragédie pour la santé de nos concitoyens et l'environnement. L'EFSA s'est basée sur les travaux de l'Institut allemand d'évaluation des risques (BfR) pour rendre son avis alors que les lacunes de ses travaux sont criantes. Le BfR a en effet écarté des données essentielles ayant démontré la toxicité du glyphosate et pris en compte des études encore non publiées scandaleux».



Il n'est pas envisageable de permettre la réintroduction d'un pesticide quand autant de questions ont été laissées en suspens. L'EFSA a décidé de cajoler Monsanto au mépris de la santé de nos concitoyennes et nos concitoyens. Nous demandons par conséquent à la Commission européenne de ne pas suivre cet avis scandaleux».

VIANDE ROUGE, CHARCUTERIE ET RISQUES DE CANCER

L'urgence de changer notre alimentation

L'organisation mondiale de la Santé (OMS) révèle dans une étude la dangerosité de la consommation de charcuterie et de viande rouge, qu'elle classe respectivement «cancérogène» et «probablement cancérogène» pour l'homme.

EELV alerte depuis des années sur cette question. Alors que les impacts environnementaux de la consommation de viande sont déjà connus et avérés, les enjeux de santé publique doivent amener les pouvoirs publics à choisir de protéger les consommateurs en dépit de la pression des lobbys industriels. EELV demande à ce sujet au Ministère de la Santé une revue complète des instances de certification chargées de valider les produits en France pour évaluer et prévenir tous les conflits d'intérêts. Limiter la consommation de viande est désormais une priorité absolue : poids prépondérant de l'élevage dans les émissions mondiales de CO2, déforestation, gaspillage et pollution des eaux, méthodes agro-industrielles intensives tels que les élevages en batterie qui induisent la souffrance animale et des risques sanitaires particulièrement élevés, et désormais produits cancérogènes avérés : les raisons sont nom-

breuses de s'orienter urgemment vers un nouveau modèle. Pour les écologistes, la commande publique, notamment à travers la restauration collective (cantines, hôpitaux, maisons de retraite), doit montrer l'exemple et engager des alternatives végétariennes au service d'une alimentation de qualité, à partir de produits locaux et de saison. EELV appelle solennellement à instaurer une journée sans viande au menu de toutes les cantines scolaires. Cette mesure pédagogique offrira aux plus jeunes le goût des menus végétariens, contribuant à favoriser le développement de dispositifs d'encouragement d'agricultures respectueuses de l'homme et de l'animal. Proposer également systématiquement une alternative végétarienne dans les cantines permettrait de créer des filières bios et des circuits courts au bénéfice de notre santé, préservant les agriculteurs et maraichers locaux.

SPÉCIALE COP 21

COP21 : un accord historique qui doit ouvrir une nouvelle ère

EELV se félicite de l'adoption de l'accord sur le climat, intervenue ce soir au Bourget à la COP 21. Il s'agit d'une étape historique. En l'adoptant, les pays du monde montrent qu'ils mesurent l'ampleur et les dangers d'un dérèglement climatique non contrôlé. La volonté de rester en deçà de 2 degrés de réchauffement en moyenne est une avancée réelle. Europe Écologie Les Verts se réjouit de cette prise de conscience et de cette volonté collective d'éviter le pire.

La question de la justice climatique a été au cœur des négociations à juste titre. En permettant aux pays en développement de s'adapter, les Etats les plus riches ont reconnu l'importance de mettre en œuvre une justice climatique. Nous assistons pour la première fois dans l'histoire de l'humanité à un début de gouvernance mondiale sur un enjeu majeur, la naissance d'une diplomatie du climat et la prise en compte collective des enjeux immenses pour l'avenir de l'humanité que constitue la sortie indispensable des énergies fossiles. La voie est désormais ouverte pour aller vers des économies 100% renouvelables : il s'agit d'une priorité absolue. Avec la nécessité urgente de lancer des outils de régulation de la finance, il faudra à l'avenir être vigilant quand à la mise en œuvre de cet accord et poursuivre l'indispensable mobilisation citoyenne et universelle. La France doit notamment montrer la voie en appliquant cet accord à toutes les échelles, nationale et locale.



EMMANUELLE COSSE
secrétaire nationale EELV
JULIEN BAYOU ET SANDRINE ROUSSEAU
portes-parole nationaux

EXTRAIT DE L'ACCORD PS/EELV PAYS-DE-LA-LOIRE CONCERNANT NOTRE-DAME-DES-LANDES
Le projet de Notre-Dame-des-Landes fait l'objet d'un fort désaccord entre écologistes et socialistes depuis de nombreuses années. La liste conduite par Christophe Clergeau réaffirme son soutien à la réalisation de ce projet ; celle conduite par Sophie Bringuay, son opposition à ce projet, et son soutien à l'optimisation de Nantes-Atlantique. Recours multiples, suspension des procédures et installation d'une « commission du dialogue », expertises complémentaires qui n'ont pas réglé les controverses, le projet connaît de multiples reports. Le Préfet des Pays-de-la-Loire a indiqué que depuis les attentats du 13 novembre, les services de l'État doivent faire face à de nouvelles priorités en matière d'ordre public. Aucune date de démarrage des travaux n'est publiquement avancée, ce qui rend incompréhensible l'accélération brutale par AGO Vinci, concessionnaire de l'État, des procédures d'expulsion de familles et d'agriculteurs habitant légalement sur le site avant la DUP. Pour nous, ces expulsions ne peuvent pas intervenir sans mise en œuvre effective du transfert d'aéroport. Partisans ou adversaires du projet, cette situation ne satisfait personne. La Région, acteur public partenaire de l'Etat, doit prendre des initiatives qui prennent en compte cette situation de fait. Concernant les impacts environnementaux du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, des études et des concertations complémentaires sont demandées par la Commission européenne. La Région y contribuera au regard de ses compétences actuelles et à venir. Par ailleurs, dans le cadre du comité de suivi du contrat de concession, il est nécessaire de prendre en compte les années supplémentaires d'exploitation de Nantes-Atlantique. Une étude indépendante sur son optimisation sera décidée par la région. Elle intégrera les perspectives actualisées d'augmentation du trafic, le Plan d'exposition au bruit actualisé, les données environnementales, les enjeux juridiques et les coûts d'aménagements nécessaires. Cette étude sera lancée dès le début du mandat, avec l'objectif de la conclure avant fin septembre 2016. Le cahier des charges sera élaboré dans la recherche du consensus entre les partisans du projet de Notre-Dame-des-Landes et de ceux de l'optimisation de Nantes-Atlantique, et finalisé par accord entre les groupes de la majorité. L'exécutif régional commandera cette étude. Elle fera l'objet d'un suivi par l'exécutif régional en associant les président(e)s de groupe et les parties prenantes. Cette étude sera conduite dans la transparence, et l'ensemble des données sera rendu public.

SPÉCIALE RÉGIONALES

ÉLECTIONS RÉGIONALES 2015 EN MAINE-ET-LOIRE
Les écologistes déçus



Le verdict des urnes est donc tombé ce dimanche soir vers 20h. La région des Pays-de-la-Loire a été remportée par la droite mettant fin à onze ans de gouvernance de la gauche rassemblée. Pourtant les résultats du premier tour laissaient à la gauche encore un peu d'espoir, augurant plutôt d'un résultat serré avec deux inconnues : le report de voix à gauche et la mobilisation des abstentionnistes (50,96% en Maine-et-Loire). Le score du 13 décembre marque, en fait, une nette victoire de la droite. Au soir du premier tour les écologistes d'EELV emmenés par Christelle Cardet totalisaient un score de 8,21%. Un score certes modeste et très inférieur à celui de 2010, mais restons positifs, signant une certaine limitation de l'érosion du vote écologiste dans un contexte particulièrement morose et sécuritaire, près d'un mois après les attentats du 13 novembre. Ce score décevant devait être par ailleurs relativisé au regard de ceux des autres départements de la région où le vote écologiste avait fait l'objet d'un effritement plus important. Talonnant le score obtenu en Loire-Atlantique (9.43%), il devait être cependant supérieur à ceux des autres départements de la région (7,25% en Mayenne, 6,77% en Sarthe, 5,45% en Vendée). Dans le département, le score angevin dépassant de peu les 10% venait confirmer le score des départementales de mars dernier, sur peu moins vrai en Maine-et-Loire où Bruno Retailleau gagne certes moins de voix que la gauche (près de 10% contre environ 12%) mais conserve tout de même une avance acquise au premier tour. Le nombre de blancs (9,68%) signant là le maintien d'un assez bon score d'EELV dans des bastions plus conservateurs que le chef lieu de département. Pour les autres listes de gauche, le PS arrivait en tête avec 24,77% mais était devancé de près de 9 points par la liste d'Union de la droite et du centre LR/UDI(33,69%) juste devant par le FN (22,11%). Le maintien dans un score élevé du Front National en Maine-et-Loire semble confirmer sa percée des cantonales et des européennes et le qualifiant, au second tour, pour disputer une triangulaire inédite en Pays-de-la-Loire depuis 2004. De son côté, le PCF comptait 3,27% des suffrages. Les listes d'extrême gauche en lice

cumulaient 1,75% (Communistes, Lutte ouvrière). Pour le second tour, se posait la question du report de voix vers le candidat PS. Les communistes appelaient au soir du scrutin à voter pour la liste de Christophe Clergeau. Lundi en fin d'après-midi était annoncé un accord PS-EELV prévoyant le financement d'une étude indépendante sur l'optimisation de Nantes-Atlantique sur l'année 2016. Un bon point d'appui pour le pilier institutionnel de la lutte contre l'aéroport. Était-ce suffisant ? Dimanche à 12h, puis aux différents pointages horaires de la participation, en Maine-et-Loire et dans la région, on notait une nette recrudescence de la participation (près de 7,5% d'augmentation en 49). Bien malin qui pouvait affirmer avec assurance à quel camp profiterait cet afflux de votant-es. Même s'il est plus que délicat de faire parler les urnes, il semble que le résultat de dimanche dernier a consacré un assez bon report à gauche. C'est en tout cas ce que l'arithmétique semble indiquer. Le score de la liste de fusion PS/EELV reflète en partie l'addition des différents suffrages à gauche du premier tour. Mais le calcul arithmétique ne rejoint pas forcément l'analyse politique. Il est en revanche clair que le surcroit de mobilisation a profité au candidat de la droite et du centre sur l'ensemble de la région. C'est un peu moins vrai en Maine-et-Loire où Bruno Retailleau gagne certes moins de voix que la gauche (près de 10% contre environ 12%) mais conserve tout de même une avance acquise au premier tour. Le nombre de blancs (9,68%) signant là le maintien d'un assez bon score d'EELV dans des bastions plus conservateurs que le chef lieu de département. Pour les autres listes de gauche, le PS arrivait en tête avec 24,77% mais était devancé de près de 9 points par la liste d'Union de la droite et du centre LR/UDI(33,69%) juste devant par le FN (22,11%). Le maintien dans un score élevé du Front National en Maine-et-Loire semble confirmer sa percée des cantonales et des européennes et le qualifiant, au second tour, pour disputer une triangulaire inédite en Pays-de-la-Loire depuis 2004. De son côté, le PCF comptait 3,27% des suffrages. Les listes d'extrême gauche en lice

NICOLAS GOUON